

traider. L'ambition d'instituer une telle société, forte, variée, solidement établie—mais non égocentrique ni fermée—et désireuse de s'enrichir au contact des autres civilisations constitue, ce me semble, un idéal bien propre à nous encourager et à nous aider à traverser nos difficultés actuelles.

Situation de l'Allemagne

Il est un grand État de l'Europe occidentale qui n'était pas représenté à notre réunion d'Ottawa, mais auquel nous ne pouvions nous empêcher de songer: l'Allemagne, pays qui a si largement contribué au progrès et, pour tout dire, à la destruction de la civilisation européenne.

A notre réunion de Rome, nous étudierons la question de l'association de l'Allemagne libre à notre défense commune et nous aurons peut-être à prendre alors des décisions de la plus haute importance.

Tous les députés, j'en suis sûr, savent pourquoi il a été impossible d'en arriver au règlement de la paix avec l'Allemagne. La principale, c'est que ce pays est toujours divisé en deux régions d'occupation et que l'U.R.S.S., qui en occupe une, refuse que l'unité allemande se fasse, sauf dans des conditions qui assurent la main-mise communiste—c'est-à-dire russe—sur le pays uni. L'unité, fondée sur la liberté et l'autonomie, devra se réaliser avant longtemps en Allemagne. Elle ne saurait se réaliser trop tôt, pourvu qu'elle soit établie sur une base convenable; mais il ne faut pas que cette unité se fasse de telle sorte que l'Allemagne unie soit forcée, à l'instar de la Pologne unie et de la Tchécoslovaquie, de devenir un satellite uni de la Russie.

En l'absence du règlement de la paix, tous conviendront, je crois, que cette nation, dont les progrès continus dans la voie de la démocratie et de la paix, ont tant d'importance pour nous tous et pour l'avenir de l'Europe, ne devrait pas rester indéfiniment dans sa situation actuelle. Nous gagnerions tous à ce que l'Allemagne soit encouragée à se charger de plus en plus de diriger ses propres destinées sur une base d'égalité mais non de domination dans la collectivité européenne. Nous nous réjouissons donc du progrès accompli dans le rapprochement de l'Allemagne occidentale et du monde libre, tant sur le plan politique que pour ce qui est de sa participation à la défense de l'Europe. Souhaitons aussi que réussissent les dispositions prises en vue d'établir de nouvelles relations contractuelles pour remplacer bientôt l'état actuel d'occupation, de façon à obtenir l'entière collaboration du peuple allemand. Il faut toutefois admettre que ce but ne sera peut-être pas facile à atteindre et qu'il faudra surmonter de nombreuses difficultés. Quelque souhaitable que soit l'intégration de l'Allemagne occidentale dans la collectivité européenne, nous ne devons pas oublier—les Allemands non plus ne doivent pas oublier—que cette collaboration suppose le partage des responsabilités et qu'il ne faut nullement encourager toute tendance allemande à considérer les négociations actuelles comme une occasion pour l'Allemagne d'obtenir des garanties absolues de sécurité ou de supposer que nous consentirons à payer n'importe quel prix pour obtenir l'aide de l'Allemagne dans la défense de l'Europe occidentale, même au point d'agréer complaisamment les tendances néo-nazies.

Le Moyen-Orient

Traversons maintenant la Méditerranée afin d'examiner brièvement la situation au Moyen-Orient, qui nous préoccupe vivement ce temps-ci et dont j'ai parlé de façon particulière à la Chambre la semaine dernière. Une crise vient d'éclater en Égypte aussitôt après que s'est posé en Iran—autre pays du Moyen-Orient—un problème qui a failli donner lieu à un conflit armé et qui, non réglé encore, constitue un danger latent de conflagration. Le conflit iranien du pétrole, qui couvait de-